

Wellington, Nouvelle-Zélande, 22 Juin 2022

Les Droits Humains dans la République démocratique du Congo (RDC)

De nouvelles données publiées aujourd'hui montrent l'étendue des violations des droits humains en République démocratique du Congo (RDC).

Les données de 2023 de l'Initiative pour la Mesure des Droits Humains (HRMI) montrent que les droits humains continuent d'être négligés par le gouvernement de la RDC. Le gouvernement ne protège pas suffisamment la population contre la violence et l'insécurité dans le pays et il est même responsable pour une grande partie de la violence commise contre le peuple Congolais.

La RDC réalise bien moins que ce qui est possible de réaliser à son niveau de revenu pour protéger les droits économiques et sociaux, y compris **l'éducation, l'alimentation, la santé, le logement et le travail**. Les experts en droits humains en RDC citent l'insécurité, le coût de la vie élevé, le manque d'infrastructures et le manque de protection social comme raisons pour lesquelles les personnes ne jouissent pas des droits économiques et sociaux.

Le droit à **l'intégrité physique** s'est amélioré, passant de 3,0 sur 10 en 2018 à 5,2 en 2022. Cependant, ce score suggère que de nombreuses personnes en RDC ne sont pas à l'abri d'un ou plusieurs des éléments suivants : une arrestation arbitraire, de la torture ou des mauvais traitements, une disparition forcée, une exécution ou un assassinat extrajudiciaire.

La RDC obtient un score de 4,6 sur 10 pour les droits d'**autonomisation**, ce qui suggère que **de nombreuses personnes ne jouissent pas de leurs libertés civiles et politiques**. Les trois scores en matière de droits d'autonomisation se situent dans la fourchette "mauvais", et le pays se situe **plus bas que la moyenne** par rapport aux 30 autres pays de notre échantillon.

Les experts en droits humains ont identifié les **défenseurs des droits humains, les manifestants, les journalistes et les personnes ayant des opinions politiques opposées au gouvernement** comme étant particulièrement susceptibles de subir la violation de ces droits civils et politiques, parmi beaucoup d'autres. Les autorités ont censuré toute personne s'opposant au gouvernement ou luttant pour la démocratie, notamment en ce qui concerne l'élection présidentielle.

Depuis l'élection de Félix Tshisekedi en 2019, les droits à l'intégrité physique se sont quelque peu améliorés, mais les droits à l'autonomisation se sont détériorés. Il ressort clairement de ce que les experts en droits humains en RDC ont signalé que **toute personne ayant des opinions politiques opposées court un risque élevé de violations des droits humains**, en particulier les candidats à la présidentielle.

« Les droits civils et politiques actuellement en RDC sont un défi. » a déclaré avocat et expert local sur les droits humains Maître Emery Mutanda Kabangu, « À l'approche des élections de décembre 2023, ce sont des droits civils et politiques qui sont devenus les plus violés : en

l'occurrence les droits de manifestations, liberté d'expression, etc. sont violés au quotidien. Les politiciens de l'opposition politique sont les plus victimes en ce moment où la RDC mon pays veut procéder aux législatives et présidentielles de 2023. **La ligne du respect des droits humains se rétrécit.** »

Thalia Kehoe Rowden, porte-parole de l'HRMI, a déclaré : « Tous les habitants de la République démocratique du Congo méritent que tous leurs droits humains soient protégés par leur gouvernement. Les scores de HRMI, basés à la fois sur des rapports locaux et sur des bases de données internationales, montrent qu'à présent **le gouvernement ne tient pas les promesses qu'il a faites en vertu du droit international.** »

—FIN—

Toutes les données sont disponibles gratuitement sur le [Rights Tracker](#), et plus d'informations peuvent être trouvées sur le [site Web de HRMI](#) (les deux sites Web sont également disponibles en français).

Pour les demandes des médias, veuillez contacter :

Thalia Kehoe Rowden

Responsable de la stratégie et de la communication et porte-parole mondial :

thalia.kehoerowden@hrmi.org